

Compte rendu de la séance du séminaire du Pôle rural 30 mars 2004

Fabrice PONCET

(DEA en histoire à l'université de Caen)

« L'affirmation de l'orientation laitière du Bessin et du Cotentin (1650-1850) »

Mickaël BERMOND

(Doctorant en géographie à l'université de Caen)

« Diversité des systèmes d'élevage et trajectoires d'accès au métier d'agriculteur en Normandie »

Jean-Luc MAYAUD

(Professeur d'histoire contemporaine à l'université Louis-Lumière Lyon 2)

« L'élevage en France aux XIXe et XXe siècles »

Compte rendu de la séance réalisé par Valérie EUDE
(doctorante de géographie, dir. M. Rouspard), Mireille THIBAUT
(DEA en histoire, dir. Jean-Marc Moriceau) et Olivier MARCHAND
(DEA en histoire, dir. Jean-Marc Moriceau)

Présentation d'un ouvrage

Perrin Daniel, *Les politiques de développement rural*, Rapport de l'instance d'évaluation des politiques de développement rural, La Documentation française, sept. 2003, 479 p.

Exercice réalisé par Julia Poulain, maîtrise de géographie

Intervention de Fabrice PONCET

F. Poncet présente, à partir d'une carte de la première moitié du XIX^{ème} siècle, les trois ensembles de la Normandie engagés dès le XVII-XVIII^{ème} siècle dans un processus de spécialisation :

- pays de Bray (beurres, fromages) autour de Neufchâtel et Gournay
- pays d'Auge (fromages) autour de Pont Lévêque et Camembert
- région d'élevage bovin (production laitière) du Bessin et du Cotentin

Cet espace a été peu étudié par les historiens (sauf le pays d'Auge). En revanche, les géographes, en particulier Armand Frémont dans les années 1950-1960, ont apporté un regard nouveau sur ces questions. La problématique s'inscrit dans l'affirmation de l'orientation laitière du Bessin et du Cotentin sur la période 1650-1850. Trois thèmes sont abordés :

1. Les paysages et les structures agraires

Dans cette 1^{ère} partie, diverses pistes de recherche sont présentées : un travail autour du milieu (proximité de la mer et son influence indubitable sur les transports, les engrais, le sel, les marais, le climat) ; les impacts de l'élevage sur les structures agraires et les paysages (embocagement, couchage en herbe) ; les impacts sur les techniques agricoles (arrivée du trèfle, diminution de la jachère et conséquences sur les droits collectifs) ; la chronologie et les acteurs.

2. La classification des élevages et des éleveurs

La deuxième partie qui a recours à la démarche systémique aborde les aspects zootechniques, quantitatifs ; les évolutions internes (ex : l'éviction des ovins et des oies des marais et des

herbages) ; le classement non seulement des élevages mais aussi des éleveurs ainsi que les rapports de ces différents types d'éleveurs avec le reste de la société.

3. Commercialisation et consommation des produits d'élevage (ex : le beurre d'Isigny)

Fabrice Poncet propose d'évaluer la production et le commerce du beurre d'Isigny ; de mesurer l'importance l'autoconsommation et la rentabilité de cette activité ; de mettre en évidence les facteurs déterminants (transports maritime ou terrestre, marchés urbains, contextes politique et militaire, pratiques culinaires, pratiques religieuses). Pour ce faire F. Poncet adopte une démarche régressive à partir des travaux d'A. Frémont des années 1960.

Une illustration des recherches menées par Fabrice Poncet est présentée à partir d'une carte des aires d'approvisionnement en beurre d'Isigny (Isigny, les villes et bourgs autour, d'autres villes Cherbourg, Mortain, Avranches et Saint-Lô). Le commerce du beurre dans la région d'Isigny se fait par voie de terre vers les marchés urbains (Paris et ses environs, la Haute-Normandie : Rouen, Le Havre, Dieppe, voire jusqu'à Orléans, Blois et Tours) et par voie de mer vers l'Angleterre, l'Allemagne et les colonies (notamment espagnoles) via les ports de Bordeaux et surtout du Havre. La principale difficulté réside dans la conservation pendant le transport lors de la saison chaude qui favorise la concurrence d'autres beurres (celui de Gournay par exemple).

Pour cette étude, la source principale est constituée par les lettres de voitures enregistrées dans le Contrôle des Actes du bureau d'Isigny. À partir de 1703, une ordonnance de police fait obligation aux marchands de beurre d'enregistrer leurs lettres de voitures devant notaire. Mais il y a encore quelques lacunes sur la quantité transportée dans les paniers de beurre. À partir de décembre 1775 et jusqu'en 1790 les indications sont plus précises sur la quantité, mais il demeure des imprécisions quant à la nature du beurre (salé, frais ou demi-sel). Pour plus de fiabilité, cette source doit être croisée avec d'autres informations (ex : amendes) provenant des archives départementales de la Manche et du Calvados, des municipalités de ces deux départements

Que peut-on retenir de ces expéditions ? En 1787, 612000 livres de beurre frais sont expédiées par voie terrestre vers Paris. On observe un ralentissement des expéditions en mai-juin, la disparition de juillet à septembre et, une reprise en octobre avec un maximum en novembre-décembre, période où le prix du beurre est élevé. Parallèlement, le nombre de navires quittant Isigny conforte ce calendrier : les mois d'été (de juin à octobre), le transport de beurre fondu le plus souvent salé se fait par voie maritime. Les contraintes qui pèsent sur le commerce du beurre poussent à une adaptation des productions : par exemple, adaptation de la production de lait en fonction du prix du beurre en jouant sur les périodes de vélage (automne).

DÉBAT

J-M. Moriceau : en effet, le contact direct sur le terrain est important en histoire rurale. Il faut prendre en compte la dimension si précieuse de l'historiographie. Les lettres de voiture sont une invention de sources nouvelles. Au XV^{ème} comme au XIX^{ème} siècle, le « couchage en herbe » est en « vogue ». Mais recadrons ce « couchage en herbe » ! Que cela veut-il dire par rapport à l'embocagement ? Y a-t'il eu des paliers, des régressions, des accélérations en fonction de la région analysée ? Il règne un certain flou autour de la notion même de « couchage en herbe » qui mériterait une réelle attention analytique.

P. Brunet : le couchage en herbe a été souvent plus lent et irrégulier qu'on ne l'a dit (la différence entre 1730 et le cadastre napoléonien est modeste). Même si bon nombre de fermes manoirs du Bessin étaient liées à cette production, toutes les granges n'ont pas disparu pour

autant : la polyculture demeure. Enfin, en ce qui concerne les acteurs, n'y a-t-il pas d'autres influences ? (Colbert, Claude Pelot, Président du Parlement de Rouen, la minorité protestante).

J-M. Moriceau : à propos des minorités protestantes, elles ont toujours eu un rôle dynamique. Avant la révocation de l'édit de Nantes, elles ont eu un rôle important dans l'industrie papetière. Ce dynamisme peut être lié au communautarisme.

Fabrice Poncet : l'élevage prend de l'importance dans le dernier tiers du XVII^e comme le montrent les baux de dîmes.

P. Madeline : Y a-t-il une complémentarité des espaces entre les bonnes terres et les espaces de marais ?

J-M. Moriceau : il conviendrait de regarder les monographies d'exploitations agricoles, les bulletins d'agriculture car ils reprennent la tradition et apportent des précisions sur l'utilisation des espaces.

P. Brunet : dans les exploitations importantes, on ne met pas les vaches laitières dans les marais car il faut aller les traire, on les laisse dans le haut pays. Les marécages sont réservés aux vaches tarées et aux chevaux.

Intervention de Mickaël BERMOND

M. Bermond présente dans une première partie les traits caractéristiques de l'évolution des systèmes de production dans l'Ouest français, réputé pour l'élevage. L'étude s'appuie sur les données des recensements agricoles (1970, 1979, 1988 et 2000) et en particulier sur la nomenclature des OTEX (orientation technique et économique des exploitations agricoles).

Il est possible de dresser une typologie des cantons selon le profil de répartition des exploitations agricoles par OTEX. On peut relever **17 types de cantons** (pour 625 cantons et 4 années d'études). A travers une carte qui met en évidence les systèmes de production agricole de l'Ouest français, on peut retenir 6 grands ensembles : viticulture, horticulture et maraîchage ; grande culture et céréales ; polyculture et élevage ; élevage laitier seul ; élevage laitier et élevage granivore et élevage mixte (lait, viande). Une deuxième carte présente sur les 30 dernières années 12 types de trajectoires d'évolution par canton dont certains sont caractéristiques : dans le sud Morbihan et nord Finistère, il y a une diminution des élevages hors-sol au profit de grandes cultures. Evolution confirmée par le recensement de 2000.

À partir d'une troisième carte, M. Bermond dresse ensuite une typologie des cantons selon le profil de **répartition des exploitations laitières par taille de quota** dans l'ouest français en 2000. Il aboutit ainsi à 7 profils types dont deux sont caractéristiques : les cantons du sud de la Manche où les petites exploitations laitières sont surreprésentées par rapport à la moyenne régionale ; la Vendée où ce sont les grandes exploitations laitières qui sont surreprésentées.

Dans une seconde partie, M. Bermond s'interroge sur le devenir social des enfants d'agriculteurs au devenir des exploitations agricoles. Par une enquête réalisée auprès de 750 agriculteurs de la région d'Alençon avec l'ADASEA de l'Orne. Le travail a été effectué lors de réunions de groupes d'agriculteurs en mairie autour d'un questionnaire et a soulevé plusieurs problèmes : état et situation familiale ; types d'exploitations ; mode de conduite des surfaces fourragères ; rapport avec les organisations professionnelles agricoles.

Le choix de la zone d'Alençon repose sur la **diversité des structures socio-économiques et socio-démographiques** des exploitations. C'est une zone d'interface entre 3 grands systèmes de production : la **région de bocage** bordée par la forêt d'Ecouvres (élevage laitier) ; la **vallée de Haute-Sarthe** (élevage mixte lait et viande) ; les **plaines de Sées et d'Alençon**.

M. Bermond dresse un tableau du devenir socio-professionnel des enfants d'agriculteurs du pays d'Alençon selon l'orientation productive et la dimension économique de l'exploitation familiale. (240 familles qui ont des enfants en âge d'exercer un métier). Moins de 20 % des jeunes se maintiennent sur l'exploitation (un peu moins que la moyenne nationale). Sur 459 enfants, 117 sont des employés, 100 des ouvriers, ce qui indique le prolongement d'une tendance, à savoir, la contribution du monde agricole au renouvellement des classes populaires. L'effet de fratrie perdure mais certaines trajectoires de fratrie disparaissent.

Et ceux qui restent en agriculture ? Le maintien est très fréquemment associé à ceux qui appartiennent au secteur agricole. La distance sociale qu'il y avait avec les catégories intellectuelles (cadres) n'existe plus. Ceux qui s'installent en agriculture ne sont pas forcément liés au parcours professionnel de leurs parents. Cependant, il reste le « maintien à la terre ».

DÉBAT

Ph. Madeline souligne l'importance du travail d'enquête et de cartographie. Sur 30 ans, on observe des espaces de résistance (par rapport à la PAC surtout) et des pôles malléables qui changent au gré des différentes incitations et politiques agricoles. On voit nettement des bandes est/ouest de grignotage de bande de grande culture sur des zones autrefois davantage laitières.

J-M. Moriceau : La socialisation n'est pas propre à la période contemporaine. À une autre échelle (XVIII^{ème}-XIX^{ème} siècle), on retrouve ces questions de mobilité (surtout en période de dépression économique). Ne pourrait-on pas aujourd'hui trouver des angles d'étude par rapport à des conjonctures difficiles ou non ?

Remarque collective : on insiste sur la fragilité économique des exploitations (50 % du financement étant le plus souvent assuré par les aides).

J-L. Mayaud : étudiez-vous l'installation des non-descendants d'agriculteurs ?

M. Bermond : assez peu parce que ce n'est pas l'objet du questionnaire. À l'avenir, le problème majeur est celui du niveau de capitalisation de certaines exploitations qui deviennent intransmissibles. Pour gérer la période de transition entre le départ du père à la retraite et l'arrivée du fils, on a recours au GAEC.

J-L. Mayaud : l'agriculture de demain se décide aujourd'hui. On observe une volonté (certes minoritaire) d'un retour à la terre. Quelles sont les niches, les places laissées aux phénomènes de complémentarité ? Quelle place faites-vous à la pluriactivité ? Du « bricolage » ?

M. Bermond : je ne m'intéresse qu'à l'agriculture « professionnelle », celle qui apparaît dans le recensement, mais c'est un aspect à ne pas négliger.

Il existe des jeunes capables de réduire les charges de l'exploitation par une gestion plus économe des charges : la supériorité économique n'est pas toujours du côté de la grosse structure ! Il y a également des jeunes qui s'installent sans les aides. C'est un élément qui apparaît dans le dernier recensement.

J-M. Moriceau : il y a des comportements qui peuvent compléter les statistiques et les cartes. Comment font les gens de l'extérieur qui veulent devenir agriculteur ? Les exemples du passé (fils d'artisans, d'ouvriers devenant agriculteurs, les horsains) permettent de comprendre ce phénomène.

J-L Mayaud : aujourd'hui on est passé du rural à l'agricole. Plusieurs voies coexistent avec une agriculture à deux vitesses.

M. Bermond : il serait intéressant de faire le recensement de ceux qui n'ont pas le statut agricole et ne perçoivent pas d'aide. Cette étude est en cours. Le géographe apporte une aide à la compréhension et à la prise de décision dans ce cas précis (l'ADASEA de l'Orne).

- Interruption de séance -

Intervention de Jean-Luc MAYAUD

Le phénomène de l'élevage est bien antérieur au XIX^e siècle mais c'est à partir du XIX^e-XX^e siècle qu'il se systématisait et s'organise véritablement. Il est lié à l'urbanisation, le besoin de consommation des villes comme l'attestent le succès des ceintures maraîchères autour des villes (Nanterre près de Paris, près de Lyon) et l'organisation du marché de la viande (cf. ouvrage de J-P. Aaron).

L'histoire de l'élevage est multiforme. Il y a de grandes phases : ainsi entre les deux guerres mondiales on assiste au **développement et à la généralisation de l'insémination artificielle**, ce qui a pour conséquence le passage de plusieurs centaines de races à quelques races seulement (ex : la race Mezine n'existe plus, la race Aubrac presque plus). **Le rapport à l'animal** est une histoire légitime (on ne peut la laisser aux seuls zootechniciens). Au XIX^e siècle (au lendemain de l'Empire, pendant la Restauration, la Monarchie de Juillet dans les années 1830) se pose la question de la production bovine (production de viande grasse). De quoi s'agit-il ?

Depuis **1825, on a introduit les premiers Durham** (sélectionnés par les frères Collins), animal donnant peu de lait mais pouvant atteindre 800 à 900 Kg entre 36 et 40 mois. Cette race a pratiquement disparu aujourd'hui. En 1843 le concours de bétail gras est créé : le premier a lieu en 1844 au marché de Poissy. En 1847, un slogan défensif émanant de la noblesse légitimiste et repris dans le journal d'agriculture pratique apparaît : « le pot au feu pour tous ! ». Jean-Luc Mayaud nous présente différentes gravures de ces Durham : César, 1^{er} prix du concours de Poissy en 1846, propriété de M. de Torcy (Orne) ; Young Stanley, 1^{er} prix au concours de 1847 ; Miss Walter, vache de race Durham au concours de 1847.

L'introduction du Durham est liée à une forme de « lobby » : dans les années 1830, les membres de la noblesse légitimiste, refusant le nouveau régime, retournent sur leurs terres, dans leurs châteaux. Ils introduisent dans les vacheries existantes ce nouveau type de bétail et essaient de le développer en imposant du Durham dans les baux à cheptel, en réalisant un véritable travail de pédagogie par l'exemple notamment par les comices agricoles, les sociétés d'agriculture, les traités d'agriculture. Cette structuration de réseaux va plus loin encore puisqu'on ouvre le concours de Poissy (ancêtre du Concours général) qui se tient à l'époque de Mardi gras. Les premières plaques de concours apparaissent sur les étables des bouchers. Dans le même temps, on entre dans des débats sur les croisements des différentes espèces (le cheval par exemple) et même sur la consommation de viande (ex : peut-on manger de la viande trop jeune ?). Il se construit dans le pays une sorte de **discours officiel autour de**

l'animal, de l'élevage bovin tourné autour du Durham et de la « Durhamisation » des troupeaux français.

Jean-Luc Mayaud présente le tableau du concours de Poissy (il contient l'année, la race de l'animal, le prix obtenu, le nom et la résidence du propriétaire). En 1878-1879, on constate une rupture : il n'y a plus de Durham ou de Durham croisé (rupture que l'on retrouve dans d'autres grands concours à l'échelle nationale). Au lendemain de Sedan, le concours quitte Poissy et s'installe à Paris, devenant le Concours général agricole. Dans les années 1870, les concours d'animal gras (comme le Durham) perdent de leur importance au profit d'autres bovins, avec une insistance sur les races locales.

Cette évolution va de pair avec l'arrivée de la zootechnie, de la science vétérinaire qui quitte le monde du cheval pour s'intéresser à d'autres races et l'apparition de nouvelles élites de la République (dans les années 1870-1880) comme les médecins de campagne, les vétérinaires qui s'intéressent aux races locales que l'on s'efforce de développer. **On passe du « bœuf noble » au « taureau républicain »**. Sans le dire, il y a à l'époque une politique agricole. Ainsi Waldeck Rousseau étend aux agriculteurs la création des coopératives (pour faciliter l'achat de matériel agricole, d'engrais...). Dans cette configuration, le Durham a été voulu, en quelque sorte, par l'Etat mais il y a un décalage entre le discours officiel de modèle agricole et les réalités locales (que l'on trouve dans les écrits des sociétés d'agriculture et locales).

Qu'en est-il de l'élevage au XIX^{ème} siècle ?

Il existe une forme de demande pour l'accroissement des troupeaux [vers 1840 : 11 millions de têtes de bovins ; 14 millions en 1852 ; plus de 14,5 millions 1892 ; de 16 à 17 millions en 1929].

Les structures de la production agricole changent : dans la première moitié du XIX^e siècle, il y a une croissance démographique mais l'exploitation moyenne diminue (le travail sur le cadastre de 1845 montre que 78 % des propriétaires détiennent des exploitations de moins de 10 ha). Ces petites structures sont incompatibles avec l'élevage rationnel (comme le Durham) qui nécessite une stabulation, des compléments alimentaires... À partir de 1870, au concours de Poissy, le bœuf gras périclite au profit des races locales (Pic rouge, Montbéliard, Normande) pour lesquelles on crée une autre épreuve. Mais l'histoire du concours, c'est l'histoire d'une structuration ; on sélectionne les meilleurs comices des concours régionaux. Il convient de regarder vers les strates inférieures et donc de travailler sur les organes de diffusion : la littérature (journal d'agriculture pratique, journaux locaux, sociétés d'agriculture, etc.), les concours agricoles (régionaux, nationaux, les comices).

Jean-Luc Mayaud a mis au point une **base de données informatisée sur les comices** contenant 550 000 fiches. On y trouve divers renseignements (nature, type, date et lieu de concours, catégories présentées, nom, profession, adresse du primé, prix obtenu, renseignements concernant l'animal : nature, sexe, race, parfois poids, dentition, etc.). Cette étude sur les comices est complétée par celle de la série M aux archives départementales : les comices étant subventionnés avant la loi sur les associations de 1901 doivent rendre des comptes sur les subventions dispensées. Une autre source est celle de la presse locale qui publie les comptes rendus des comices, les palmarès. Le traitement informatique de ces sources permet de suivre certaines familles (ex : les Torcy dans l'Orne), l'excellence locale de certains individus, les orientations des agriculteurs (à mettre en relation avec une étude prosopographique). Par exemple dans le Rhône, les pépiniéristes se reconvertissent dans l'élevage. Cela permet ainsi de montrer que l'histoire de l'élevage s'insère dans l'histoire plus large des élites de l'agriculture. Les épreuves du Concours général se démocratisent ou s'adaptent. Il convient de faire la balance entre ce qui est montré ou écrit par rapport à une réalité locale, d'appréhender le décalage existant entre Paris et les Provinces, les différents

types d'élevage. La rupture ne se réalise pas seulement dans les années 1950, elle est antérieure. Aussi, il convient de ne pas isoler l'élevage du reste de l'agriculture et prendre en compte tous ses acteurs (du zootechnicien au vétérinaire et au petit éleveur).

DÉBAT

J-M. Moriceau : à travers le XIX^{ème} siècle qui regorge de statistiques, de sources imprimées, comment mobiliser cette documentation pour percevoir les transformations ? On a souvent tendance à considérer le XIX^{ème} siècle comme une annexe de l'Ancien Régime.

Le prisme des concours est-il un bon observatoire pour l'évolution de l'élevage ? Les concours ont-ils une influence sur l'élevage ? Faut-il aller chercher dans d'autres sources ? (ex : les inventaires après décès qui répertorient de façon précise les animaux avec leur poids, leur taille, leur race...)

J-L. Mayaud : Bien entendu, les concours sont un prisme, pas le seul (d'ailleurs beaucoup d'agriculteurs ne participent pas aux concours). On peut donc croiser les sources. Aujourd'hui les comices sont relancés (par rapport à il y a 30 ans). On peut parvenir à une prosopographie et observer l'évolution (qui gagne ? quoi ? où ?).

F. Vallat : dans le catalogue de l'exposition universelle de 1856, une planche est insérée à chaque race bovine. On commence à donner de l'importance aux races françaises. Il en est de même pour les chevaux. Pour les ovins, c'est à partir du XVIII^{ème} siècle que les troupeaux sont croisés avec les mérinos (anglicisation des troupeaux).

P. Brunet : Il y a propagation des animaux finis. La « Normande » a été très lentement définie. La race n'était pas trop fixée. La diffusion se faisait de manière inégale. On avait affaire à un bétail bovin complètement hétéroclite. On achetait avant des conventions

J-L. Mayaud : Ce sont des questions de fond qui me captivent. Malgré tous les progrès de traçabilité, il n'y a encore aucun problème dans le secteur agricole qui puisse se régler sans l'œil nu (même l'identification des animaux). Les critères d'évaluation encore suggestifs répondent à des savoir faire (comme pour le Durham). Ce sont des concurrences cantonales qui vont permettre la fixation des standards officialisés. On est en présence de formes d'acculturation du métier d'agriculteur ou d'éleveur. Cette histoire, c'est aussi revenir au débat de l'histoire du local qui dit que « lier le lien au lieu est important ».